



TIME TO
ACCELERATE  **FOR**
EUROPE
TOGETHER AGAINST CANCER

EXTRAITS DU MANIFESTE EUROPÉEN
CONTRE LE CANCER 2024

Table des matières

Ce document contient des extraits de «Time to Accelerate : Pour une Europe unie contre le cancer», le manifeste européen contre le cancer 2024.

Vous pouvez télécharger l'intégralité du manifeste et le soutenir à l'adresse suivante : TimeToAccelerate.com

Des bases posées, des communautés de coopération créées, mais un travail qui reste à achever	4
Détecter dès maintenant pour sauver des vies : le droit des citoyens à de meilleures politiques sur la détection précoce des cancers	5
La détection précoce du cancer : un secteur offrant de plus en plus d'options et d'opportunités	5
La détection précoce du cancer : prendre le pouls des inégalités	5
Rééquilibrer l'agenda de l'UE en matière de détection précoce du cancer	6
Il est temps d'accélérer : pour une détection précoce du cancer	6
Les professions d'oncologie en crise : ils prennent soin de nous, prenons-nous soin d'eux ?	8
La pénurie de personnels en oncologie n'est pas une bombe à retardement, elle est déjà là. Aller au-delà des projets : les arguments en faveur d'un plan d'action de l'UE pour remédier à la pénurie de personnel de santé.	8
Il est temps d'accélérer : pour les professionnels européens de l'oncologie.	9

LA CHARTE EUROPEENNE DE LUTTE CONTRE LE CANCER DE 2024

Résumant le manifeste «Time to Accelerate» ou « Il est temps d'accélérer ! » en français, la charte suivante est proposée à tous les responsables politiques de l'UE en amont des prochaines élections européennes :

Concrétiser pleinement les engagements et le potentiel du Plan européen de lutte contre le cancer (Europe's Beating Cancer Plan) et de la mission de recherche de l'UE sur le cancer, de 2024 à 2030 et au-delà.

Les objectifs, projets et principes établis par la publication du Plan européen de lutte contre le cancer (*Europe's Beating Cancer Plan*) et de la mission de recherche de l'UE sur le cancer doivent être menés à leur terme, et non pas laissés à moitié réalisés. L'engagement des politiques et de toutes les parties prenantes doit être renouvelé et renforcé.

Actualiser le plan européen de lutte contre le cancer et la mission de recherche de l'UE sur le cancer.

Le monde a changé depuis 2021. De nombreux facteurs démontrent la nécessité de mettre à jour le Plan européen de lutte contre le cancer (*Europe's Beating Cancer Plan*) et de la mission de recherche de l'UE sur le cancer. Parmi ces éléments, on compte les progrès constants de la science et de la pratique médicale, notamment dans la compréhension des cancers héréditaires, la détection précoce multi-cancers et la médecine personnalisée, mais aussi les pénuries chroniques de personnel de cancérologie dans les systèmes de santé, trop longtemps négligées à travers l'Europe.

Elargir les objectifs de l'UE en matière de lutte contre le cancer

Dans tout domaine d'activité, établir des objectifs clairs offre compréhension, certitude et responsabilité et rassemble les diverses parties prenantes autour d'un objectif commun. Dans le contexte de la politique européenne de lutte contre le cancer, cette approche peut également servir de mécanisme essentiel pour remédier aux inégalités en matière de soins en cancérologie qui existent entre les pays et au sein même de ceux-ci.

L'avancée vers les objectifs de l'UE dans des domaines tels que l'élimination des cancers liés au papillomavirus, l'avènement d'une génération sans tabac, l'accès aux programmes de dépistage et à des soins intégrés contre le cancer, devraient être rapportés et publiés annuellement pour accélérer la dynamique vers leur réalisation.

La Commission et le Parlement européens, ainsi que les Etats membres, devraient s'accorder sur de nouveaux objectifs. Les suggestions comprennent : un taux de survie à 10 ans de 70 % pour tous les patients atteints d'un cancer en Europe d'ici 2035 (la vision «70:35»¹) et un doublement du taux de survie pour les tumeurs à mauvais pronostic.²

Faire de l'Europe un leader mondial dans la lutte contre le cancer

L'augmentation de l'incidence du cancer est un défi mondial. Grâce au Plan européen de lutte contre le cancer et à la mission de recherche de l'UE sur le cancer, l'UE a désormais la possibilité de jouer un rôle de chef de file au niveau mondial. Il importe d'encourager vivement les perspectives de synergie entre les efforts mondiaux, comme l'objectif d'élimination du cancer du col de l'utérus fixé par l'OMS, ou encore la connexion des efforts de l'UE en matière de lutte contre le cancer avec l'initiative «Cancer Moonshot» aux Etats-Unis.

Répondre à la crise du personnel en cancérologie en Europe

S'inspirant des nouveaux engagements pris au niveau de l'UE pour lutter contre les pénuries de produits de santé et de médicaments dans le cadre d'un effort collectif entre les pays, la nouvelle Commission européenne 2024-2029 devrait fixer des objectifs partagés et prendre des initiatives pour lutter contre les pénuries persistantes et croissantes de professionnels de santé et de cancérologie, auxquelles tous les pays de l'UE sont confrontés.

Nous encourageons tous ceux et toutes celles qui soutiennent la Charte européenne de lutte contre le cancer et le manifeste «Time to Accelerate» à partager officiellement leur soutien en nous contactant à l'adresse manifesto@europeancancer.org

Des bases posées, des communautés de coopération créées, mais un travail qui reste à achever

«Time to Accelerate: Pour une Europe unie contre le cancer» est présenté comme un manifeste comprenant des recommandations pour l'avenir de la politique européenne de lutte contre le cancer, sous le mandat de la prochaine Commission européenne (2024-2029).

Il est le résultat de contributions et de consultations avec un grand nombre d'organisations et de personnes actives dans la coopération politique paneuropéenne en matière de cancer, et d'une consultation spécifique avec les réseaux thématiques (Focused Topics Network)³ de l'Organisation européenne du cancer (ECO). Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les organisations membres de la ECO⁴ et le comité consultatif des patients de la ECO⁵ pour avoir soigneusement examiné les suggestions lors de la consultation relative à la procédure d'approbation de la stratégie⁶ pour la version complète du projet.

Les recommandations du manifeste «Time to Accelerate» sont le reflet des expériences et des perspectives recueillies sans précédent au cours d'une période de cinq ans dans la politique européenne de lutte contre le cancer. Cela s'inscrit dans un contexte de réflexions et d'investissements historiques créés à la fois par le Plan européen de lutte contre le cancer (Europe's Beating Cancer Plan)⁷ et par la mission de recherche de l'UE sur le cancer.

Time to Accelerate salue et félicite les États membres de l'UE ainsi que la Commission européenne pour l'engagement que représentent ces deux initiatives et pour l'espoir qu'elles offrent d'ouvrir la voie pour une nouvelle ère de coopération transfrontalière dans le domaine de la lutte contre le cancer⁸.

Cependant, cette promesse pour l'avenir ne doit pas être affaiblie ou éclipsée par l'urgence potentielle de nouveaux programmes et de propositions alternatives sous une nouvelle Commission européenne. L'on doit veiller à ce que les graines semées si récemment par le Plan européen de lutte contre le cancer (Europe's Beating Cancer Plan) et de la mission de recherche de l'UE sur le cancer atteignent leur pleine croissance. Nous devons continuer au sein de notre communauté européenne du cancer à prendre en compte et répondre aux lacunes, aux nouveaux besoins et aux avancées constantes de la science, la pratique médicale et la technologie.

Time to Accelerate est donc présenté comme une contribution essentielle à cette discussion et à cette réponse. Nous invitons tous ceux qui jugent les recommandations présentées dignes d'un soutien actif à se joindre à la communauté européenne du cancer pour activer leur mise en œuvre.

Pour en savoir plus et participer à la campagne, consultez le site:

europeancancer.org/manifesto

Détecter dès maintenant pour sauver des vies : le droit des citoyens à de meilleures politiques sur la détection précoce des cancers

La détection précoce du cancer : un secteur offrant de plus en plus d'options et d'opportunités

Pour les cancers qui ont plus de chances d'être détectés et diagnostiqués à un stade précoce – avant qu'ils ne deviennent avancés et métastatiques – les avantages sont nombreux :

- L'augmentation considérable des chances de réussite du traitement et, dans de nombreux cas, la possibilité d'un traitement curatif ;
- La possibilité de disposer d'un plus grand nombre d'options thérapeutiques, y compris des traitements moins invasifs et moins toxiques, avec des risques et des impacts moindres sur la qualité de vie ;
- La possibilité de se voir proposer des options thérapeutiques plus simples et moins coûteuses ; et
- La prévention de l'apparition de symptômes et de complications plus graves associés au cancer.

Les politiques qui peuvent contribuer à une détection plus précoce du cancer comprennent notamment les actions suivantes :

- L'accès ainsi que la participation à des programmes de dépistage du cancer ;
- L'amélioration de la sensibilisation aux signes indicateurs et aux symptômes précoces du cancer,
- L'accès rapide aux services de santé, y compris le renforcement des capacités en médecine de premier recours, afin de permettre une prise en charge médicale rapide en cas de problème ; et,
- La surveillance des groupes présentant un risque plus élevé de développer un cancer, tels que les personnes vivant avec l'hépatite B et l'hépatite C.

De surcroît, le secteur de la détection du cancer connaît simultanément plusieurs révolutions scientifiques, techniques et pratiques, comprenant notamment :

- Une meilleure adaptabilité et performance des programmes de dépistage, notamment avec des programmes basés sur le risque de développer certains cancers comme le cancer du poumon, le cancer de la prostate et le cancer gastrique ;
- L'actualisations des technologies déployées pour le dépistage de cancers tels que le cancer du sein, le cancer colorectal et le cancer du col de l'utérus, ainsi que la mise en place de nouvelles méthodes pour améliorer l'accès au dépistage, tels que l'auto-prélèvement ;
- Une meilleure compréhension de la prédisposition génétique d'un individu au cancer ;
- L'utilisation de l'intelligence artificielle pour accélérer et améliorer la détection et le diagnostic du cancer ; et,
- La généralisation de nouvelles technologies telles que la biopsie liquide et d'autres biomarqueurs, ainsi que la promesse de technologies de détection précoce multi-cancers (MCED) et de tests génomiques pour les tumeurs afin d'améliorer à la fois la détection et la voie vers un traitement plus efficace.

La détection précoce du cancer : prendre le pouls des inégalités

Comme dans de nombreux domaines de la prise en charge du cancer, l'analyse des données disponibles révèle des inégalités importantes dans les politiques de détection précoce du cancer en Europe. L'analyse statistique suivante ainsi que les données sélectionnées sont extraites du rapport European Cancer Pulse, qui s'appuie sur les données d'Eurostat.

Pays	Indicateur	Valeur	Année	Source	
Roumanie	Taux de dépistage du cancer du sein	9%	2019	EUROSTAT	
Bulgarie		36%			
Pologne		51%			
France		70%			
Espagne		74%			
Suède		95%			
Roumanie	N'a jamais subi d'examen mammaire en fonction du revenu	Revenu très faible			85%
		Revenu faible			76.4%
		Revenu moyen			71.9%
		Revenu élevé			69.5%
		Revenu très élevé			54.7%
Suède	N'a jamais subi d'examen mammaire en fonction du revenu	Revenu très faible			6.1%
		Revenu faible			4.9%
		Revenu moyen			2.9%
		Revenu élevé	0.7%		
		Revenu très élevé	1.3%		

Pays	Indicateur	Valeur	Année	Source
Roumanie	Taux de dépistage du cancer cervical	77,1%	2023	EUROSTAT
Pays-Bas		100%		
Danemark		98.6%		
Irlande		95.5		
Italie		95.5		
Grèce		77.7		
République Tchèque		95.5		
Bulgarie	Taux de dépistage du cancer colorectal	4%	2019	
Islande		8%		
Norvège		10%		
Finlande		13%		
France		46%		
Danemark		76%		
Bulgarie	N'a jamais subi de dépistage du cancer colorectal par niveau d'éducation	Enseignement primaire		
		Enseignement secondaire		93.9%
		Enseignement supérieur		91.5%
Danemark	N'a jamais subi de dépistage du cancer colorectal par niveau d'éducation	Enseignement primaire		19.2%
		Enseignement secondaire		16,0%
		Enseignement supérieur		17,5%

Rééquilibrer l'agenda de l'UE en matière de détection précoce du cancer

Face à l'ampleur des besoins en termes de détection précoce du cancer, beaucoup estiment que les politiques européennes de lutte contre le cancer ont jusqu'ici peu pris en compte la nécessité de détecter tôt de nombreux types de cancers non inclus dans les programmes de dépistage - et qui constituent, en réalité, la majorité des types de tumeurs.

Un rééquilibrage et une actualisation de la politique européenne de lutte contre le cancer s'imposent donc pour mieux tirer parti d'opportunités telles que :

- L'amélioration du niveau de connaissance de la population en ce qui concerne les signes précurseurs du cancer ;
- La pleine exploitation du potentiel des nouveaux domaines de la science et de la connaissance médicale, tels que les risques héréditaires de cancer ;
- La facilitation du recours à l'intelligence artificielle dans les programmes de détection précoce et de diagnostic afin d'améliorer leur précision et leur efficacité ; et,
- Utiliser des dispositifs de dernière génération, tels que la biopsie liquide et les tests de détection précoce multi-cancers (MCED).

Il est temps d'accélérer : pour une détection précoce du cancer

Afin de répondre aux engagements du Plan européen de lutte contre le cancer (Europe's Beating Cancer Plan) en matière de dépistage⁹, il est recommandé, dans le cadre de la prochaine Commission européenne (2024-2029), d'adopter de nouvelles mesures pour :

- Mieux faire connaître les recommandations du Conseil de l'UE sur le dépistage du cancer et leur contenu à l'échelon afin de stimuler l'action politique en faveur de leur mise en œuvre ;
- Établir des rapports publics réguliers sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du Conseil sur le dépistage du cancer, pour saluer et partager les succès et progrès en termes de politique de dépistage ainsi que leurs résultats lorsqu'ils se concrétisent ;
- Utiliser et soutenir des projets axés sur la mise en œuvre aux niveaux régional, national et international pour aider les pays à atteindre les recommandations élargies du Conseil de l'UE sur les programmes de dépistage du cancer ;
- Soutenir de nouvelles recherches sur le dépistage, notamment dans des domaines tels que la perspective comportementale, les disparités d'accès et de participation au dépistage, l'impact économique du dépistage et les techniques de dépistage applicables à d'autres types de cancer comme le cancer de la peau et le cancer du foie ;
- Mettre en évidence les données probantes relatives à l'utilisation de tests de détection précoce de plusieurs types de cancer ; et,
- Faciliter le développement par tous les pays d'une infrastructure de données solide associée aux programmes de dépistage, ainsi que de normes communes permettant une comparaison facilitée et la transmission de nouvelles informations, par exemple sur le génotype du papillomavirus dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus.

Afin d'équilibrer et de rendre exhaustive la politique de l'UE en matière de dépistage du cancer, il est recommandé de :

- Reconnaître l'évolution de la science, des connaissances et des dispositifs disponibles en ce qui concerne les risques héréditaires du cancer. Il convient notamment de :
 - Promouvoir une généralisation des outils et des services de dépistages de cancer à risque héréditaire à l'échelon national, notamment à travers les programmes de financement EU4Health et HORIZON Research (par exemple, pour soutenir la formation continue des professionnels de l'oncologie sur ce sujet)
 - Surveiller l'accès des citoyens et des patients à des services de conseils concernant leur risque héréditaire de cancer dans le cadre du Registre des Inégalités en Matière de Cancer en Europe (« European Cancer Inequalities Registry »)¹⁰.
- Dans le cadre du Programme Horizon Europe et de sa mission de recherche sur le cancer, il convient de soutenir les programmes de recherche relatifs au recours à la biopsie liquide pour la détection précoce du cancer et, la généralisation des tests de détection précoce multi-cancer.
- Dans la lignée du Code européen contre le cancer, qui a connu un grand succès, améliorant ainsi les connaissances en matière de risques de cancer et de prévention, un Atlas européen des signes précurseurs du cancer devrait être commandé en vue d'une future élaboration et dissémination.

Les professions d'oncologie en crise : ils prennent soin de nous, prenons-nous soin d'eux ?

La pénurie de personnels en oncologie n'est pas une bombe à retardement, elle est déjà là.

Les professionnels européens en oncologies sont les moteurs qui permettent aux systèmes de santé de lutter contre le cancer et d'obtenir de meilleurs résultats. Il ne peut y avoir de prévention, de diagnostic, de traitement, de soins, de suivi et de rémission sans ces professionnels spécialisés dans le cancer. En effet, comme l'indique le Code européen des pratiques en oncologie, tout patient atteint d'un cancer devrait avoir le droit de recevoir des soins de la part d'une équipe pluridisciplinaire spécialisée (droit numéro 4).

Pourtant, le droit des patients atteints de cancer à recevoir des soins multidisciplinaires spécialisés ne pourra jamais être pleinement garanti tant que la pénurie critique et urgente de personnel en oncologie n'aura pas été résolue.

LA PÉNURIE DE PROFESSIONNELS EN ONCOLOGIE : UN AUTRE FACTEUR D'INÉGALITÉ DANS LES SOINS CONTRE LE CANCER.

Actuellement, il n'existe pas de données précises et comparables, en fonction des spécialités, entre les pays de l'UE, qui soient publiquement collectées et publiées comme ressource commune, afin d'orienter l'élaboration des politiques de santé et la planification transfrontalière du personnel de santé. Cependant, les informations disponibles renvoient déjà une impression d'inégalité quant à la disponibilité des professionnels de santé en Europe.

Pays	Indicateurs	Valeurs	Années	Sources
Grèce	Infirmières pour 100 000 habitants	338	2019	EUROSTAT
Allemagne		1395	2019	
Norvège		1788	2019	
Albanie	Médecins pour 10 000 habitants	18,83	2020	WHO National Health Workforce Accounts Data Portal
France		33,24	2020	
Grèce		63,06	2020	
Soudan		70,62	2020	
Pays-Bas	Pharmaciens pour 10 000 habitants	2,16	2020	
Monténégro		2,34	2021	
Suisse		6,73	2019	
Espagne		13,16	2020	
Belgique		20,7	2021	

La pénurie de professionnels en oncologie engendre toute une série de conséquences néfastes, notamment :

- Des retards dans la détection, l'obtention d'un diagnostic précis et le début du traitement du patient ;
- La diminution du temps consacré aux soins cliniques entre le patient et le professionnel de santé, ce qui nuit à la prise de décision clinique et à la qualité des soins reçus par le patient ;
- La probabilité accrue d'incidents touchant à la sécurité du patient et intervenant dans une partie du traitement impliquant des médicaments et des procédures à haut risque ;
- Des symptômes de burnout, de dépression et d'autres répercussions négatives sur la santé et le bien-être des professionnels de santé, liés à la surcharge de travail dans des environnements en sous-effectif ; et,
- Le départ définitif des professionnels mécontents et découragés du secteur de l'oncologie et de la santé, aggravant encore la pénurie de professionnels de santé.

«The health workforce crisis in Europe is no longer a looming threat – it is here and now.»

Dr Hans Henri P. Kluge, WHO Regional Director for Europe, March 2023

Aller au-delà des projets : les arguments en faveur d'un plan d'action de l'UE pour remédier à la pénurie de personnel de santé.

Il a fallu la pandémie de COVID-19 pour attirer l'attention des politiques sur les vulnérabilités préexistantes auxquelles tous les systèmes de santé sont confrontés en ce qui concerne des questions telles que la pénurie de médicaments et de produits médicaux.

Des leçons utiles ont été tirées, comme en témoigne la prompte intervention visant à donner aux acteurs concernés, tels que l'Agence européenne des médicaments et le nouveau département de l'UE chargé de la préparation et de la réaction aux urgences sanitaires, les moyens d'être actifs et de participer à la prévention de ces pénuries et à une meilleure gestion de la coopération transfrontalière lorsqu'elles surviennent.

Malheureusement, aucune leçon de ce genre n'a encore été appliquée en ce qui concerne la pénurie de personnel de santé, une autre composante marquante de la pandémie de COVID-19. Il est impératif que cette situation évolue avant que les effets de la pénurie chronique de personnel ne s'aggravent, en tenant compte du fait que toute solution prendra du temps à être efficace.

Il est temps d'accélérer : pour les professionnels européens de l'oncologie.

Pour résoudre la crise du personnel de santé et d'oncologie en Europe, les actions suivantes sont recommandées :

- Pour résoudre ce problème au plus haut niveau, des recommandations sur la crise du personnel de santé en Europe devraient être formulées par le Conseil de l'UE et approuvées par les gouvernements des 27 États membres. Ces recommandations devraient être élaborées dans le cadre d'un processus de co-création impliquant une consultation large, publique et ciblée des parties prenantes.
- En complément de cette recommandation du Conseil, une étude au niveau de l'UE sur l'ampleur, les causes et les solutions politiques relatives à la pénurie de professionnels de santé devrait être immédiatement commissionnée. Les aspects couverts devraient inclure : les répercussions sur les soins dispensés aux patients, les impacts sur le bien-être des professionnels de la santé, comment la réduction de la bureaucratie pourrait jouer un rôle dans la solution de la crise, les possibilités de diminution de la bureaucratie pour contribuer à résoudre la crise, ainsi que l'importance du partage des tâches et des solutions numériques pour favoriser une gestion efficace du temps des professionnels de la santé et de l'oncologie. L'étude devrait également évaluer les besoins et les lacunes en matière de compétences à court, moyen et long terme dans le domaine des soins oncologiques en Europe, ainsi que le rôle des soins de premier recours pour favoriser l'utilisation optimale des ressources relatives à la santé et aux soins oncologiques.
- Eurostat devrait être mandaté et doté d'un budget lui permettant de conduire une étude approfondie et produire des rapports complets sur la capacité des ressources en personnel de santé dans l'Union européenne.
- Établir des rapports sur les inégalités dans l'accès des patients aux principales professions en oncologie dans le cadre du Registre des Inégalités en Matière de Cancer en Europe (« European Cancer Inequalities Registry »). L'idéal serait d'inclure des indicateurs non seulement sur le nombre de travailleurs, mais aussi sur leur bien-être.
- L'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) devrait également être chargée d'établir une cartographie du personnel de santé et de planifier leurs rôles.
- Le nouveau Plan d'action de l'UE en faveur de la santé mentale devrait contenir des volets destinés au soutien des professionnels de la santé en matière de bien-être mental.
- Le rôle des programmes «Digital Europe» et «EU4Health» de l'UE dans la promotion d'une meilleure utilisation de la technologie numérique dans les soins de santé devrait être renforcé, en prenant en compte la nécessité d'agir pour résoudre la crise du personnel de santé. Il convient aussi de mettre l'accent sur le soutien à la réalisation d'une prestation de soins de santé entièrement numérisée dans tous les pays, y compris la gestion numérisée des médicaments.

Références

¹Voir l'article 'European Groundshot—addressing Europe's cancer research challenges: a Lancet Oncology Commission' [https://www.thelancet.com/journals/lanonc/article/PIIS1470-2045\(22\)00540-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanonc/article/PIIS1470-2045(22)00540-X/fulltext)

²<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6952939/>

³<https://www.europecancer.org/topic-networks>

⁴<https://www.europecancer.org/members>

⁵<https://www.europecancer.org/resource/governance#committees>

⁶https://www.europecancer.org/index.php?option=com_content&view=article&id=24:policy-decision-making&catid=2:uncategorised

⁷https://health.ec.europa.eu/system/files/2022-02/eu_cancerplan_en_0.pdf

⁸https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/fundingopportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizoneurope/eu-missions-horizon-europe/eu-mission-cancer_en

⁹European Commission, new EU cancer screening recommendations https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_7548

¹⁰<https://cancer-inequalities.jrc.ec.europa.eu/>



european
cancer
ORGANISATION

Rue de la Science 41
1040 Bruxelles, Belgique
+32 2 775 03 00

manifesto@europeancancer.org
TimeToAccelerate.com

[#EUCancerManifesto](https://twitter.com/EUCancerManifesto)